

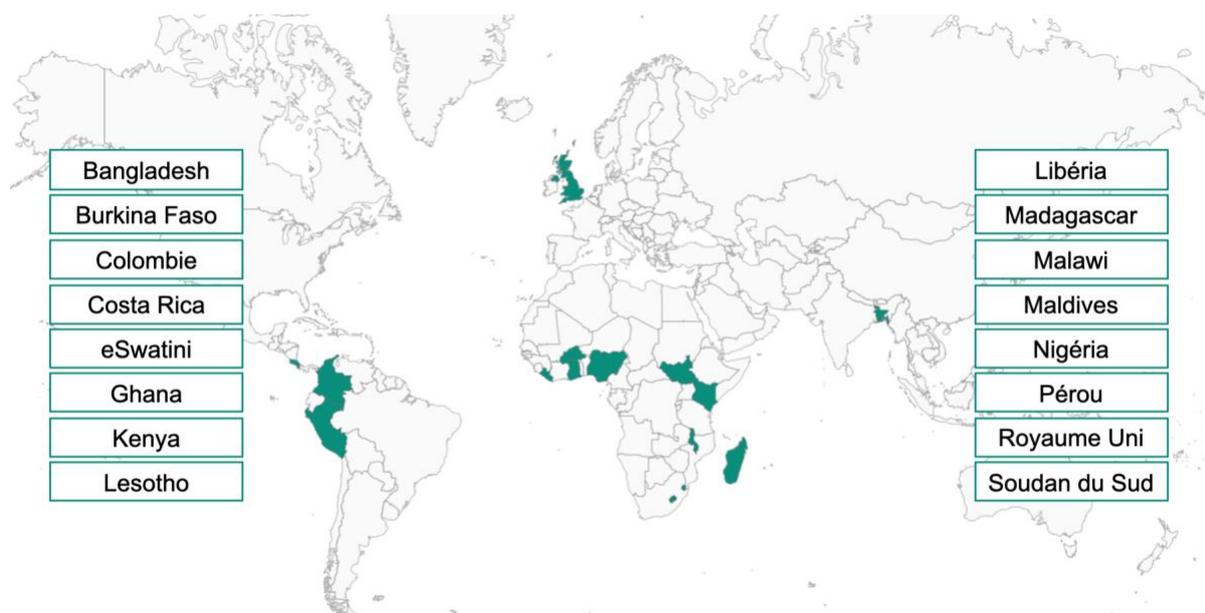
COVID-19 et eau, assainissement et hygiène

Webinaire Ministériel : Faire de l'EAH une priorité politique et financière en temps de COVID-19

Résumé

Introduction

Le 9 avril, le SWA a organisé un webinaire global intitulé « faire de l'EAH une priorité politique et financière en temps de COVID-19 ». Ce webinaire a vu la présence et les interventions des Ministres EAH de 15 pays et le Ministre des Finances d'un pays (liste complète en Annexe), traversant des situations géographiques, linguistiques et sectorielles diverses.¹ Huit représentants de haut niveau des différentes parties prenantes y ont également pris part ²: institutions financières internationales (la Banque Mondiale (BM), la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et la Banque Africaine de Développement (BAD)), partenaires techniques (UNICEF et WSSCC), secteur privé (Unilever) et le leadership SWA. Au total, environ **5000 personnes ont participé** au webinaire ou l'ont visionné.³



Pays dont les Ministres étaient présents lors du webinaire

Cinq éléments pour poser le contexte et la structure du webinaire

1. Le webinaire s'est focalisé sur comment faire de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène des priorités politiques et financières en temps de COVID-19. Il a été organisé en collaboration avec la BAD, le BID, la BM et l'UNICEF.
2. Le webinaire **fait partie d'une série de dialogues que le SWA facilite** et a suivi le premier webinaire du 26 mars. Des webinaires suivants abordent l'élimination des inégalités, la pérennisation des services et la durabilité des progrès au-delà de la réponse immédiate à la crise COVID-19. Ils seront tous organisés avec le concours des partenaires.

¹ Ministres de Bangladesh, Burkina Faso, Colombie, Costa Rica, eSwatini, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Nigéria, Pérou, Royaume Uni et Soudan du Sud.

² Leaders de l'UNICEF, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, la Banque Interaméricaine de Développement, Unilever, WSSCC et SWA.

³ Sur cinq plateformes virtuelles – Facebook, Sparkstreet, Twitter, Youtube et Zoom.

COVID-19 et eau, assainissement et hygiène

Webinaire Ministériel : Faire de l'EAH une priorité politique et financière en temps de COVID-19

3. Le webinaire s'est **basé sur un principe de consensus** que la réponse au COVID-19 – aux niveaux national, régional et international – doit prioriser l'eau, l'assainissement et l'hygiène, qui font partie de la première ligne de réponse. Lorsque les pays allouent des ressources financières pour formuler et mettre en place les réponses, il est critique d'accorder la priorité nécessaire pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène, notamment pour atteindre les communautés et les groupes vulnérables qui ont des accès insuffisants, et alléger la dépendance des systèmes de protection, notamment les services sanitaires.
4. Le webinaire avait deux **objectifs spécifiques** :
 - Faire comprendre que le financement d'urgence des réponses et interventions doit inclure l'eau, l'assainissement et l'hygiène et aussi les solutions à long terme.
 - Familiariser les membres du gouvernement et autres parties prenantes nationales et internationales sur le financement qui est rendu accessible dans la réponse au COVID-19.
5. Les discussions ont été organisées en deux **panels**.⁴ Dans le premier, les Ministres ont discuté des mesures en cours pour répondre au COVID-19 et le financement de ces mesures ; alors que dans le deuxième, les Ministres ont parlé de comment absorber et mitiger l'impact du COVID-19 dans le court et dans le long terme. Les **interventions des partenaires du développement** ⁵ ont abordé leur réponse au COVID-19, les ressources accessibles aux pays et les meilleurs plaidoyers pour que les décisionnaires financières des pays accordent une attention adéquate à l'EAH dans la réponse au COVID-19.

Cinq bonnes pratiques des pays dans la réponse à court terme au COVID-19

1. Les pays ont établi et opérationnalisé des comités interministériels pour **coordonner la réponse au COVID-19, avec une place importante à l'EAH** :
 - Au **Burkina Faso**, le CORUS (Centre des Opérations de Réponse aux Urgences Sanitaires) est un groupe gouvernemental composé de différents ministères.
 - Au **Libéria**, le Président a établi le SPACCO, le « Special Presidential Advisory Committee on COVID-19 ». La réponse technique est co-dirigé par le Ministère de la Santé. L'EAH est l'un des piliers du plan, et est dirigé par le « National WASH Commission ».
 - Au **Malawi**, le Président a établi un comité ministériel sur le COVID-19, mené sous le leadership du Ministre de la Santé. Ce comité a élaboré un plan avec dix groupes opérationnels, y compris un groupe sur l'EAH, sous le leadership du Ministre de l'Irrigation et de l'Eau.
 - Au **Nigéria**, le Ministère EAH collabore avec le Ministère de la Santé (et autres) pour coordonner la réponse au COVID-19 à travers des forums déjà établis comme le « Task Group on Sanitation » et le comité interministériel sur le COVID-19.
 - A un niveau plus opérationnel, le Ministère EAH au **Pérou** travaille de concert avec le Ministère de la Santé et celui de l'Éducation pour fournir des modules COVID-19 aux hôpitaux et aux écoles respectivement.
 - Plusieurs pays ont aussi mis en place des **structures pour coordonner la réponse EAH au COVID-19**. Au **Bangladesh**, le ministère sectoriel coordonne la réponse EAH avec les OSC. Au **Nigéria**, le « WASH Sector COVID-19 Response Committee » est en cours d'établissement sous le leadership du Ministère des Ressources Hydrauliques et impliquant les commissaires Eau de toutes les 36 provinces du pays. Le « National Platform for Sanitation » sera également intégré à ce Comité.

⁴ Panel 1 – Nigéria, Pérou, Burkina Faso, Bangladesh, Royaume Uni ; Panel 2 – Libéria, Colombie, Ghana, Maldives, eSwatini, Madagascar.

⁵ Partenaires – BM, BID, BAD, WSSCC et Unilever

COVID-19 et eau, assainissement et hygiène

Webinaire Ministériel : Faire de l'EAH une priorité politique et financière en temps de COVID-19

2. En termes d'interventions, la plupart des **pays utilisent une approche hybride** qui combine des mesures à spectre large avec des interventions EAH particulières :
 - Les **mesures générales** comprennent l'isolement, la distanciation sociale, les campagnes de communication pour promouvoir l'hygiène et l'installation des dispositifs d'assainissement et d'hygiène dans les espaces publics.
 - Une majorité de pays installent des **dispositifs publics de lavage de mains** ⁶ pour atteindre les mesures d'hygiène des mains. Ceci se fait parfois en collaboration avec le secteur privé, comme au Malawi.
3. Reconnaisant que le lavage de mains nécessite la disponibilité d'eau suffisante, l'une des premières mesures prises est **l'enlèvement des barrières financières pour accéder à l'eau**.
 - Les pays comme les Maldives ont réduit les tarifs de l'eau (de 30%)
 - Certains ont rendu l'eau gratuite aux plus pauvres (Colombie, Pérou, Madagascar) alors que d'autres l'ont fait pour toute la population (Burkina Faso, Ghana). Ceci a généralement été fait pour deux ou trois mois, avec la possibilité d'extension si nécessaire.
 - Certains pays ont arrêté les déconnexions pour cause de factures impayées ou ont rétabli les connexions coupées (Bangladesh, Colombie).
 - Enfin, certains pays ont gelé les augmentations des tarifs (Colombie, eSwatini).
4. Pour permettre la mise en œuvre de ces mesures, plusieurs gouvernements accordent un **soutien financier ou technique aux fournisseurs de services**. Ceci comprend :
 - Donner un soutien financier aux utilités d'eau (Pérou, Madagascar)
 - Commanditer ou rediriger les fournisseurs, publics et privés, vers les zones a1 faible couverture (Ghana, eSwatini, Maldives)
 - Exempter de taxes les produits EAH entrant au pays (Colombie, Burkina Faso)
 - Ouvrir les lignes de crédit aux entreprises EAH pour assurer leur survie (Colombie).
5. Prenant en compte l'exposition et la vulnérabilité accrues de certaines populations, plusieurs pays mettent en place des **mesures ciblant des populations vulnérables** :
 - Nigeria – les camps des déplacés internes
 - Ghana – les habitations informels
 - Madagascar – les agriculteurs à petite échelle qui ont vu leurs revenus baisser a1 cause des mesures restrictives liées au COVID-19
 - De plus, comme dit plus haut, plusieurs pays ciblent les populations les plus pauvres avec des services subventionnés.

Le Financement est à la fois l'aspect qui jouit du plus d'attention et le plus grand défi

Comme mentionné plus haut, plusieurs mesures importantes dans la réponse au COVID-19 concernent le financement. Toutefois, le financement reste le plus grand défi pour les pays. Bien que les pays soient munis des plans de riposte multi-phase et bien chiffrés, avec la réponse d'urgence à court terme, les efforts structurels à moyen terme et la durabilité à long terme, une caractéristique commune de tous ces plans est l'insuffisance des financements. Ce problème a été abordé lors du webinaire par les Ministres d'eSwatini, de Madagascar, de Malawi and des Maldives.

Cinq actions de soutien des partenaires dans la réponse au COVID-19

Les partenaires au développement (agences bilatérales, institutions financières internationales, partenaires techniques et secteur privé) ont expliqué leurs efforts dans la réponse au COVID-19 et les possibilités devant les pays de bénéficier de ces efforts :

⁶ Bangladesh, Burkina Faso, Malawi, Ghana, Maldives, Madagascar, etc.

COVID-19 et eau, assainissement et hygiène

Webinaire Ministériel : Faire de l'EAH une priorité politique et financière en temps de COVID-19

1. La **Banque Mondiale** a déclaré un financement « fast-track » de US \$14 milliards, et sa réponse immédiate a été de soutenir les Ministères de la santé, avec une attention particulière à l'EAH dans la réponse sanitaire.
2. La réponse de la **Banque Interaméricaine de Développement** est multi-secteur, et l'eau apparaît dans les quatre piliers de la réponse (réponse sanitaire, mesures de protection pour les populations vulnérables, renforcement de la productivité économique et mesures de relance). La BID a mis à disposition des pays US\$12 milliards, en plus des US \$4 milliards de la portefeuille EAH existante et donne aux pays la possibilité de restructurer les prêts existants pour les diriger vers l'EAH. La BID a également simplifié les processus fiduciaires et les délais de validation des demandes. Ce soutien financier est accessible pour l'élaboration et la mise en place des plans d'urgence, avec un focus particulier sur les communautés vulnérables.
3. L'approche de la **Banque Africaine de Développement** comprend trois éléments. Premièrement, la BAD a levé US \$3 milliards via une obligation sociale accessible aux gouvernements africains. De plus, jusqu'à la moitié des ressources non-engagées pour des projets ou des programmes particuliers peuvent être restructurées et donné directement aux gouvernements pour injecter dans les réponses au COVID-19. Enfin, la BAD travaille avec les institutions comme les agences bilatérales anglaise et norvégienne pour mobiliser des ressources supplémentaires à donner directement aux gouvernements. Les ressources financières peuvent être débloquées dans les cinq jours après la demande, et sont directement injectées dans les systèmes gouvernementaux pour qu'il n'y ait pas de retards dans la mise en œuvre des programmes.
4. La « **Hygiene Coalition** » ⁷ a été lancée avec le financement du DFID et Unilever et en collaboration avec d'autres partenaires, notamment la London School of Hygiene and Tropical Medicine et des organisations de la société civile. Au total, 100 millions d'euros sont alloués pour aider les pays dans les campagnes de changement de comportements et des produits liés à l'hygiène. Vingt pays prioritaires ont été identifiés pour ce soutien.
5. D'un point de vue technique, l'**UNICEF** distribue à l'échelle les fournitures de lavage de mains et des kits hygiène aux familles, communautés et écoles, tout en augmentant l'engagement communautaire et les efforts de communication pour fournir des informations aux populations. Le **Water Supply and Sanitation Collaborative Council** (WSSCC) travaille avec les pays ayant accès au « Global Sanitation Fund » pour faciliter la reprogrammation des fonds pour la communication et la planification autour du COVID-19.

La réponse « holistique » de la Colombie au COVID-19

Pour rendre les services EAH accessibles à court terme, le gouvernement de la Colombie a reconnecté l'eau aux 250,000 des familles les plus pauvres (malgré le non-paiement des factures) ; il a également gelé les augmentations des tarifs pour le reste de 2020. A plus long terme, le pays a mise en place une mesure pour assurer que les 9 millions de familles pauvres ne souffrent pas des factures mêmes après la crise COVID-19. Par exemple, si la facture mensuelle d'une famille est en moyenne US \$10 sur les prochains trois mois, elle n'aura pas à payer au-delà de 10% supplémentaire (soit US \$11 par mois) pour les 33 mois suivants, quel que soit le montant réel des factures. Le reste de la somme peut être payé après ces 36 mois, sans pénalités ni intérêt.

Cinq éléments de la planification et de la réponse à long terme

⁷ Informations: <https://www.gov.uk/government/news/uk-aid-and-unilever-to-target-a-billion-people-in-global-handwashing-campaign> et <https://www.unilever-ewa.com/news/press-releases/2020/helping-to-protect-lives-and-livelihoods-from-the-covid-19-pandemic.html>,

COVID-19 et eau, assainissement et hygiène

Webinaire Ministériel : Faire de l'EAH une priorité politique et financière en temps de COVID-19

Les pays et les partenaires prennent des actions, mentionnées ci-dessus, pour répondre au COVID-19 dans le court terme ; ils élaborent aussi des **plans à long terme** visant à assurer que le pays et son économie se remettent de COVID-19 et que tous les progrès réalisés pendant cette période de crise sont reportés à long terme. Cette planification comprend des plans pour assurer que les systèmes nationaux sont mieux préparés aux épidémies futures :

1. Les institutions financières internationales travaillent pour plaider que l'EAH fasse partie des plans de relance à long terme (**BM**), tout en identifiant les besoins particuliers des pays pour pouvoir prioriser certaines actions (**BID**). La BM vise à lever US \$ 160 milliards pour la réponse au COVID-19 et pour la mitigation de l'impact à long terme.
2. Les plans de relance ont été annoncés par plusieurs pays, avec une place importante à l'EAH - **Bangladesh, Ghana et Nigeria**.
3. Les **Maldives** utilisent la crise COVID-19 pour accélérer l'établissement des services d'assainissement et d'hygiène à toutes les îles, et le pays est en bonne voie pour atteindre la couverture universelle dans d'ici trois à quatre ans. De même, l'**eSwatini** espère renforcer le WASH Forum pour coordonner le secteur et le suivi en temps réel des services EAH.
4. **eSwatini** et **Nigeria** projettent de renforcer l'implication du secteur privé ; le premier pour l'EAH en zones rurales et le dernier via le forum « OPS-WASH » (Organised Private Sector WASH forum) pour fournir des services d'hygiène aux zones vulnérables.
5. Le plan de viabilité à **Madagascar** comprend la subvention des entreprises pour les quatre à six prochains mois.

Cinq recommandations pour les pays par les partenaires

1. Plusieurs gouvernements ont déjà constitué des comités pour répondre au COVID-19. Les Ministres en charge de l'EAH doivent s'engager avec ces comités ou tâcher d'en faire partie, et collaborer individuellement avec les Ministres de la Santé et ceux des Finances, pour s'assurer que l'EAH obtient l'attention nécessaire.⁸
2. Il est important de renforcer les collaborations avec les Ministères de la Santé, notamment pour faire comprendre que « l'eau, l'assainissement et l'hygiène sont des dispositifs fondamentaux, et forment la première ligne des systèmes sanitaires forts. Une réponse impliquant l'EAH est une réponse sanitaire ; mais aussi, une réponse sanitaire doit commencer avec une réponse EAH et donc, l'EAH doit être prioritaire en ce qui concerne les investissements ».⁹
3. Les Ministres en charge de l'EAH doivent communiquer que la distanciation sociale et le lavage de mains ne sont pas assurés et il est donc important d'avoir au moins un accès suffisant à l'eau courante.¹⁰ Un autre argument fort est que dans les zones où la distanciation physique est difficile à mettre en œuvre, l'eau et l'hygiène deviennent d'autant plus importants.¹¹
4. Il est important de garantir des dispositifs d'hygiène dans les centres de santé, afin que ces centres soient des endroits pour combattre le COVID-19 et non pour le propager.¹²
5. Les gouvernements doivent garder ouvertes les lignes de commerce et de transport pour les produits EAH, tout en collaborant avec les entreprises locales pendant les temps des restrictions.¹³

L'approche « crowdsourcing » du Burkina Faso

Un Fonds de Solidarité Nationale a été mis en place pour lever des fonds pour la réponse au COVID-19. A ce jour, il a levé US \$2millions de la population nationale.

⁸ M. Kevin Rudd, SWA High-level Chair, et représentant BAD

⁹ Patrick Moriarty, Chair, SWA Steering Committee

¹⁰ Patrick Moriarty, Chair, SWA Steering Committee, et représentants de la BAD et la BM

¹¹ Ministre du Royaume Uni

¹² Représentants UNICEF et BM

¹³ Représentant UNICEF

COVID-19 et eau, assainissement et hygiène

Webinaire Ministériel : Faire de l'EAH une priorité politique et financière en temps de COVID-19

Cinq questions récurrentes

Plusieurs préoccupations fortes et récurrentes ont été identifiées lors du webinaire et méritent une attention particulière :

1. **La réponse EAH dans les zones rurales et non-desservies** : Pour le moment, le COVID-19 se limite pour la plupart aux zones urbaines et plusieurs pays travaillent sur la réponse urbaine au COVID-19. Néanmoins, il est prédit que le COVID-19 atteindra également les zones rurales où l'accès à l'EAH est bien plus faible qu'en zones urbaines. Quelles sont les actions pour faire de l'EAH une barrière au COVID-19 dans les zones rurales ?
2. **Soutien aux fournisseurs de services** : Plusieurs gouvernements ont parlé du besoin d'assurer que les services EAH continuent et sont même étendus aux populations vulnérables. Il en émerge des préoccupations sur la viabilité des fournisseurs de services et leur capacité à fournir des services sans interruption, notamment lorsque les tarifs sont réduits ou éliminés. Comment les gouvernements peuvent-ils garantir l'approvisionnement ininterrompu de l'eau ; et comment les partenaires peuvent-ils soutenir les utilités à l'avenir alors que les gouvernements appellent à des services gratuits ou subventionnés pour les populations ?
3. **Collaboration avec les Ministères de la santé** : Les Ministères de la Santé sont acteurs majeurs dans la réponse au COVID-19 et sont souvent leaders des comités interministériels de riposte. De plus, la plupart des interventions contre le COVID-19 sont des interventions 'sanitaires', et sont soutenus par les partenaires techniques et financiers. Comment les Ministères EAH collaborent-ils avec les Ministères de la santé, afin d'assurer que l'importance théorique de l'EAH dans la riposte au COVID-19 se traduit par des actions et des interventions EAH sur le terrain ?
4. **Prise en compte des vulnérabilités et des inégalités** : Les groupes les plus démunis, les plus exclus et les plus marginalisés sont aussi ceux qui sont les plus vulnérables au COVID-19. Quelles actions spécifiques sont entreprises pour ces groupes suivants : les femmes, les illettrés, les enfants, les personnes avec handicaps, et les personnes dans les habitations informelles ?
5. **Intégrité et efficacité du soutien financier** : Les partenaires techniques et financiers soutiennent les pays dans la réponse au COVID-19, sous le leadership des gouvernements. En situations d'urgence, il est plus probable que les bonnes pratiques de redevabilité et de transparence soient ignorées, que les procédures de passation de marchés soient compromises, que les budgets soient gonflés, et que le matériel de basse qualité soit procuré. Quelles mesures sont prises par les gouvernements et par les partenaires financiers pour répondre à la préoccupation concernant l'intégrité ? De plus, quelles mesures aideront à évaluer l'efficacité des interventions, notamment celles concernant l'hygiène ?

Cinq actions de suivi pour tirer profit du webinaire

1. Les préoccupations et les solutions abordées lors du webinaire vont informer le **travail avec tous les groupements de partenaires SWA**, dans l'objectif de créer des collaborations multipartites aux niveaux national et international. Le Forum d'Échange de Partenaires est une bonne plateforme pour cela.
2. Le webinaire ministériel a confirmé l'importance de certains sujets qui feront l'objet des **webinaires futurs**.
3. Les questions qui cherchent encore des réponses seront poursuivies lors des **tables rondes ministérielles** aux mois de mai et de juin 2020.
4. Les questions récurrentes seront **discutées avec les experts thématiques** pour y obtenir des réponses.
5. Tous les efforts seront consentis pour **créer des « paires » de partenaires**, notamment au niveau pays.



COVID-19 et eau, assainissement et hygiène

Webinaire Ministériel : Faire de l'EAH une priorité politique et financière en temps de COVID-19

Annexe : Représentants de haut niveau présents lors du webinaire

Ministres des Pays partenaires SWA

1. Bangladesh - Hon. Md Tazul Islam, Minister, Ministry of Local Government, Rural Development and Co-operatives
2. Burkina Faso - Niouga Ambroise OUÉDRAOGO, Ministre de l'Eau et de l'Assainissement
3. Colombie - SE. José Luis Acero Vergel, Viceministro de Agua y Saneamiento Básico
4. Costa Rica – Yamileth Astorga, President AyA, Instituto Costarricense de Acueductos y Alcantarillados
5. eSwatini - Senator Peter Bhembe, Minister for Natural Resources and Energy
6. Ghana – Hon. Cecilia Dapaah, Minister of Sanitation and Water Resources
7. Kenya - Hon. Cecily Kariuki, Cabinet Secretary, Ministry of Water, Sanitation and Irrigation
8. Lesotho - Hon. Nkaku Kabi, Minister of Health
9. Libéria - Amb. Bobby Whitfield, Chairman and CEO, National Water, Sanitation and Hygiene Commission
10. Madagascar - Voahary Rakotovelomanantsoa, Ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
11. Malawi - Hon Joseph Mwanamvekha, Minister of finance & economic planning
12. Maldives - H.E Dr. Hussain Rasheed Hassan, Minister of Environment
13. Nigéria - Suleiman H. Adamu, Minister of Water Resources
14. Pérou - Julio Kosaka Harima, Deputy Minister of Building and Sanitation of the Peruvian Ministry of Housing, Building and Sanitation
15. Royaume Uni - Hon. Wendy Morton, Parliamentary Under Secretary of State in the Foreign and Commonwealth Office and the Department for International Development
16. Soudan du Sud - Hon. Manawa Peter Gatkuoth, Minister of Water Resources and Irrigation

Leaders des Organismes partenaires SWA

1. Henrietta Fore, Executive Director, UNICEF
2. Jennifer Sara, Global Director, Water Global Practice, Banque Mondiale
3. Oswald Chande, Manager, Water security and sanitation division, Banque Africaine de Développement
4. Sergio Campos, Chief of water and sanitation division, Banque Interaméricaine de Développement
5. Alan Jope, CEO, Unilever
6. Hind Khatib-Othman, Chair, WSSCC
7. Kevin Rudd, High-level Chair, SWA
8. Catarina de Albuquerque, CEO, SWA